

VD_GERICHTE TD11.032637 vom 23. Juni 2014

VD Tribunal cantonal, 2014-06-23, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_TD11.032637

FR: VD_GERICHTE TD11.032637 du 23 juin 2014

IT: VD_GERICHTE TD11.032637 del 23 giugno 2014

Volltext

TRIBUNAL CANTONAL TD11.032637-140175 347 CO UR D'APPEL CIVIL E

Arrêt du 23 juin 2014

Présidence de M. COLOMBINI, président Juges : Mmes Charif Feller et Crittin Dayen
Greffière : Mme Robyr ***** Art. 530 CO, 308 al. 2 CPC Statuant à huis clos sur l'appel interjeté par A.J. _____, à Dakar (Sénégal), défendeur, contre le jugement rendu le 17 décembre 2013 par le Tribunal civil de l'arrondissement de Lausanne dans la cause divisant l'appelant d'avec C. _____, à Renens, demanderesse, la Cour d'appel civile du Tribunal cantonal voit : 1102

- 2 - En fait : A. Par jugement motivé du 17 décembre 2013, le Tribunal civil de l'arrondissement de Lausanne a admis la demande en divorce déposée le 26 août 2011 par C. _____ (I), prononcé le divorce des époux A.J. _____ et C. _____ (II), dit qu'aucune contribution d'entretien n'est due par l'une des parties envers l'autre (III), dit qu'A.J. _____ est le débiteur de C. _____ de la somme de 85'772 fr. 10, avec intérêts à 5% l'an dès le 8 octobre 2011 (IV), déclaré le régime matrimonial dissous et liquidé en l'état, chacun des époux étant reconnu propriétaire des biens mobiliers en sa possession (V), mis les frais judiciaires, par 3'185 fr. 90, à la charge de l'Etat pour le défendeur (VI), fixé l'indemnité du conseil d'office de la demanderesse à 3'377 fr. 60 (VII) et celle du conseil d'office du défendeur à 4'465 fr. 75 (VIII), dit que les bénéficiaires de l'assistance judiciaire sont, dans la mesure de l'art. 123 CPC (Code de procédure civile du 19 décembre 2008), tenus au remboursement de l'indemnité de leur conseil respectif, mise à la charge de l'Etat, et qu'A.J. _____ est également tenu, dans la mesure de l'art. 123 CPC, au remboursement des frais judiciaires mis à la charge de l'Etat (IX), dit que le défendeur A.J. _____ doit payer à la demanderesse C. _____ la somme de 5'500 fr. à titre de dépens (X) et rejeté toutes autres ou plus amples conclusions (XI). En droit, les premiers juges ont considéré que la relation entre les parties, s'agissant du transfert de l'avoir de prévoyance professionnelle de C. _____ à A.J. _____, ne relevait ni d'un contrat de mandat, dès lors que les parties poursuivaient un but commun, ni d'un contrat de société simple, puisque A.J. _____ avait dépensé l'argent pour son compte et dans son propre intérêt, sans considération pour les intérêts de son épouse. Les premiers juges ont également exclu l'existence d'un contrat de donation, C. _____ ayant démenti avoir souhaité céder son avoir de prévoyance à son époux sans contre-prestation. Ils ont estimé que le rapport juridique entre les parties s'apparentait à un contrat de prêt de

- 3 - consommation et qu'A.J. _____ était dès lors tenu de restituer à C. _____ l'entier des fonds prêtés. B. Par acte du 28 janvier 2014, A.J. _____ a interjeté appel contre ce jugement en concluant, avec suite de frais et dépens de première et deuxième instance, à la réforme des chiffres IV, VI et X de son dispositif en ce sens qu'il ne doit aucun montant à C. _____ au titre de la liquidation du régime matrimonial ou à quelque autre titre que ce

soit. L'appelant a produit un bordereau de pièces à l'appui de son écriture et requis le bénéfice de l'assistance judiciaire. Par écriture du 26 mars 2014, C._____ a également demandé à bénéficier de l'assistance judiciaire dans le cadre de la procédure d'appel. Par ordonnances des 24 mars et 1er avril 2014, la Juge déléguée de la Cour de céans a accordé à l'appelant et à l'intimée le bénéfice de l'assistance judiciaire, sous la forme de l'exonération d'avances et de frais judiciaires et de l'assistance d'un avocat d'office, les bénéficiaires de l'assistance judiciaire étant par ailleurs astreints à payer une franchise mensuelle de 50 francs. Dans sa réponse du 17 avril 2014, C._____ a conclu, avec suite de frais et dépens, au rejet de l'appel. C. La Cour d'appel civile retient les faits suivants, sur la base du jugement complété par les pièces du dossier : 1. C._____ le [...] 1949, de nationalité suisse, et A.J._____, né le [...] 1972, de nationalité sénégalaise, se sont mariés le [...] 2004 au Sénégal. Aucun enfant n'est issu de cette union.

- 4 - 2. Les parties se sont établies en Suisse immédiatement après leur mariage. Courant 2007, le couple a toutefois fait le projet de s'installer définitivement au Sénégal. Dans l'intention d'y vivre une retraite paisible auprès de son époux, C._____ a retiré, en deux temps, l'intégralité de la prestation de sortie LPP qu'elle avait accumulée avant le mariage. Le 28 novembre 2007, la Fondation de libre passage BCV a versé sur le compte bancaire BCV de C._____ un montant de 54'049 fr. 45. Le 30 novembre suivant, les époux ont prélevé 43'000 fr. de cette somme afin de l'envoyer, en plusieurs versements, au frère d'A.J._____ au Sénégal, lequel a restitué à ce dernier l'entier du capital au mois de janvier 2008. Dans un second temps, soit le 22 février 2008, alors que les parties étaient déjà installées au Sénégal, la fondation précitée a versé le solde du compte de libre passage, soit 44'865 fr. 60, sur le compte dont C._____ était titulaire auprès de la Société Générale de banques au Sénégal. Ce montant a été retiré par l'intéressée et versé sur un compte bancaire sénégalais appartenant à son époux. C._____ estimait ce dernier plus apte à gérer cet argent, dès lors qu'il connaissait mieux la valeur de l'argent au Sénégal et qu'il était un ressortissant du pays. Entre novembre 2007 et février 2008, A.J._____ s'est ainsi vu confier un montant total de 87'865 fr. 60 provenant de la prestation de sortie de son épouse. 3. Les parties se sont installées au Sénégal au mois de janvier 2008. Elles n'ont toutefois jamais fait ménage commun, A.J._____ ayant installé son épouse chez des connaissances alors qu'il logeait à une autre adresse. C._____ ne voyait que rarement son époux, qui ne s'occupait pas d'elle et gardait secrète une partie de ses activités. Il lui promettait toutefois qu'il allait "monter des affaires" afin de leur procurer des revenus, sans autre précision.

- 5 - A l'aide de l'argent confié par son épouse, A.J._____ aurait notamment loué un local dans l'idée d'y ouvrir un magasin de téléphones portables et entrepris des démarches administratives dans le but de fonder une entreprise de taxi. Selon les dires de celui-ci, il aurait également acquis un terrain d'une valeur de 10'000 fr., ainsi qu'un élevage de moutons. A l'occasion d'un séjour en Suisse effectué par les parties au mois de mai 2008, C._____ a décidé de se séparer de son époux et de rester définitivement en Suisse. Ce dernier est retourné au Sénégal au mois de juin 2008. Depuis lors, les parties n'ont jamais repris la vie commune. 4. C._____ a été autorisée à vivre séparée de A.J._____ par prononcé de mesures protectrices de l'union conjugale du 13 janvier 2011. Par demande unilatérale déposée le 26 août 2011, C._____ a ouvert action en divorce à l'encontre d'A.J._____ et conclu, avec suite de frais et dépens, à ce que le divorce soit prononcé, qu'ordre soit donné à la Caisse de pensions d'A.J._____ de verser la moitié de sa

prestation de sortie au sens de la LPP calculée pour la durée du mariage sur sa police de libre passage et qu'A.J. _____ soit reconnu son débiteur de la somme de 98'915 fr. 05, avec intérêt à 5% l'an dès le 1er mars 2008, le régime matrimonial étant pour le surplus dissous et liquidé. A l'audience de conciliation du 26 juin 2012, A.J. _____ a déclaré qu'il se reconnaissait "moralelement débiteur" de C. _____ d'un montant de 75'000 francs. S'agissant de sa prévoyance professionnelle, il a expliqué qu'il n'en avait pas, ayant retiré l'entier de sa prestation de libre passage, une partie avant le mariage et l'autre partie lors du départ au Sénégal. Il a précisé que ce dernier montant était de l'ordre de 500 à 1'000 francs. Par déterminations du 10 juillet 2012, A.J. _____ a conclu, avec suite de frais et dépens, à la dissolution du mariage et à la liquidation du régime matrimonial, à ce qu'aucune indemnité équitable au sens de l'art.

- 6 - 124 CC (Code civil suisse du 10 décembre 1907, RS 210) ne soit due à C. _____ et à ce qu'il ne soit pas fixé de contribution d'entretien entre les parties. Lors de l'audience de premières plaidoiries du 29 janvier 2013, A.J. _____ a fait la déclaration suivante: "Il est vrai que pour nos projets communs, nous n'avons engagé que le deuxième pilier de C. _____ car c'était la seule à disposer d'argent pour nos projets. Je n'ai de mon côté pas engagé de fonds m'appartenant car je n'en disposais pas et il est vrai également que c'est essentiellement moi qui ai dépensé cet argent dans le cadre de ces projets puisque c'est moi qui les conduisais." A l'audience du jugement du 14 octobre 2013, à laquelle A.J. _____ a été dispensé de comparaître, [...], amie de la demanderesse, a été entendue en qualité de témoin. Elle a notamment déclaré ce qui suit: "Le projet de C. _____ était de finir sa vie active et de passer sa retraite au Sénégal avec son époux. Nous avons gardé contact (par téléphone et par écrit) après son départ. C. _____ me disait que ça se passait bien mais au bout d'un moment, j'ai compris qu'il y avait un problème. J'ai appris ce qui s'est passé lorsqu'elle est rentrée. Elle m'a raconté qu'elle ne voyait que rarement son mari, qu'il ne s'occupait pas d'elle, qu'elle logeait seule dans une chambre chez d'autres personnes et qu'elle n'avait rien à manger. Avant de partir, C. _____ m'a dit qu'elle voulait prendre sa prévoyance professionnelle pour vivre au Sénégal. Je sais qu'elle a pris une partie de sa prévoyance avant de partir. Je n'ai aucune idée du montant retiré mais c'était un montant assez important. Je pense qu'elle n'en a pas bénéficié une fois au Sénégal et que c'est A.J. _____ qui a tout utilisé, raison pour laquelle C. _____ est rentrée en Suisse. Je ne pourrais pas vous dire comment A.J. _____ a utilisé la prévoyance professionnelle de C. _____. Elle n'a en tout cas pas été consultée par son mari sur les dépenses effectuées. (...) C. _____ ne m'avait pas parlé de projet particulier s'agissant d'une activité commerciale ou professionnelle. Son souhait était de vivre tranquillement là-bas."

- 7 - 5. Depuis la séparation du couple en juin 2008, A.J. _____ a envoyé différentes sommes d'argent à C. _____, à l'aide des avoirs de prévoyance professionnelle de celle-ci, pour un montant total de 2'093 fr. 50, soit 200 fr. remis par l'intéressé lors d'un séjour en Suisse, 400 fr. remis par un ami du couple et 1'493 fr. 50 transférés en plusieurs versements par l'intermédiaire de Western Union, entre le 17 juin 2008 et le 19 juin 2009. Pour le surplus, A.J. _____ aurait dépensé l'intégralité des 87'865 fr. 60 que C. _____ lui avait transféré. L'argent aurait été investi par ce dernier pour financer des affaires au Sénégal qui auraient toutes abouti à un échec. 6. Depuis le mois de février 2012, C. _____ est au bénéfice de l'AVS et perçoit à ce titre une rente mensuelle de 1'695 francs. Elle bénéficie également de l'aide des services sociaux pour un montant mensuel qui s'élèverait à 514 francs. Ayant subi une longue période de chômage entre 2004 et 2007,

C. _____ n'a accumulé aucun avoir de prévoyance professionnelle pendant la durée du mariage. La situation financière d'A.J. _____ est inconnue. Il serait sans emploi ni revenu et vivrait avec ses parents, au Sénégal. En droit : 1. a) L'appel est recevable contre les décisions finales de première instance (art. 308 al. 1 let. a CPC), dans les causes patrimoniales pour autant que la valeur litigieuse dépasse 10'000 fr. (art. 308 al. 2 CPC). L'appel, écrit et motivé, est introduit auprès de l'instance d'appel, soit la Cour d'appel civile (art. 84 al. 1 LOJV [loi vaudoise d'organisation judiciaire du 12 décembre 1979, RSV 173.01]), dans les 30 jours à compter de la notification de la décision motivée ou de la notification postérieure de la motivation (art. 311 al. 1 CPC).

- 8 - b) En l'espèce, formé en temps utile par une partie qui y a intérêt (art. 59 al. 2 let. a CPC), contre une décision finale de première instance rendue dans une cause patrimoniale dont la valeur litigieuse est supérieure à 10'000 fr., l'appel est recevable à la forme. 2. a) L'appel peut être formé pour violation du droit ou pour constatation inexacte des faits (art. 310 CPC). L'autorité d'appel peut revoir l'ensemble du droit applicable, y compris les questions d'opportunité ou d'appréciation laissées par la loi à la décision du juge, et doit le cas échéant appliquer le droit d'office conformément au principe général de l'art. 57 CPC (Tappy, Les voies de droit du nouveau Code de procédure civile, JT 2010 III 134). Elle peut revoir librement la constatation des faits sur la base des preuves administrées en première instance (Tappy, op. cit., JT 2010 III 135). Les faits et moyens de preuve nouveaux ne sont pris en compte que s'ils sont invoqués ou produits sans retard et ne pouvaient être invoqués ou produits devant la première instance bien que la partie qui s'en prévaut ait fait preuve de la diligence requise, ces deux conditions étant cumulatives (art. 317 al. 1 CPC). Il appartient à l'appelant de démontrer que ces conditions sont réalisées, de sorte que l'appel doit indiquer spécialement de tels faits et preuves nouveaux et motiver spécialement les raisons qui les rendent admissibles selon lui (TF 5A_695/2012 du 20 mars 2013 c. 4.2.1 ; TF 4A_334/2012 du 16 octobre 2012 c. 3.1; JT 2011 III 43 c. 2 et les références citées). En effet, dans le système du CPC, tous les faits et moyens de preuve doivent en principe être apportés dans la procédure de première instance. La diligence requise suppose donc qu'à ce stade, chaque partie expose l'état de fait de manière soignée et complète et qu'elle amène tous les éléments propres à établir les faits jugés importants (TF 4A_33/2012 du 16 octobre 2012 c. 3.1 et les références citées, in SJ 2013 I 311). b) En l'espèce, l'appelant a produit à l'appui de son appel le relevé de son compte bancaire au Sénégal, sans toutefois expliquer pour

- 9 - quelle raison il aurait été empêché de le produire en première instance. Cette pièce nouvelle est dès lors irrecevable. 3. La cause présente un élément d'extranéité dès lors que l'appelant est de nationalité sénégalaise et a son domicile dans ce pays. Le premier juge a considéré, à juste titre et sans que cela ne soit contesté par l'appelant, qu'il était compétent rationae loci dès lors que la demanderesse résidait en Suisse depuis une année au moins lors du dépôt de l'action en divorce (art. 59 LDIP [loi fédérale sur le droit international privé du 18 décembre 1987, RS 291]). Il a en outre admis l'application du droit suisse au vu de l'art. 61 al. 1 LDIP et de l'élection de droit faite par les parties à l'audience de jugement du 14 octobre 2013. 4. a) L'appelant conteste que la remise de l'avoir de prévoyance de l'intimée ait constitué un prêt de consommation. Il nie en particulier l'existence d'un accord entre les parties au sujet de l'obligation de restituer à la charge de l'emprunteur, accord qui n'a pas été prouvé par l'intimée. Il soutient en outre que le couple avait des projets communs, dans lesquels l'intimée avait investi son deuxième pilier alors que lui-même apportait son savoir-faire et sa connaissance du pays. Leurs rapports découleraient donc de la société

simple. L'intimée pour sa part soutient que l'argent confié à l'appelant était destiné à leur assurer une rente pour leur vieillesse en Afrique et qu'à aucun moment il n'a été convenu entre les parties que cet argent soit investi dans des projets commerciaux, tels une entreprise de taxi, un magasin de téléphones portables ou un élevage de moutons. L'intimée nie l'existence d'une société simple, à défaut de but commun aux deux parties. Elle rappelle que son intérêt manifeste était de préserver au maximum son capital et non de l'investir dans des activités risquées, comme cela a été retenu par les premiers juges. Par substitution de motifs, elle prétend que l'appelant est toujours enrichi d'une somme qui lui

- 10 - appartient et qu'elle possède donc une créance à son encontre en application de l'art. 205 al. 1 CC. Elle invoque encore, à titre subsidiaire, l'existence d'une relation de mandat entre les parties, voire de gestion d'affaires sans mandat, voire encore d'actes illicites. b) aa) Le prêt de consommation est un contrat par lequel le prêteur s'oblige à transférer la propriété d'une somme d'argent ou d'autres choses fongibles à l'emprunteur, à charge par celui-ci de lui en rendre autant de même espèce et qualité (art. 312 CO [Code des obligations du 30 mars 1911; RS 220]). Si le prêt est accordé dans un but déterminé (p. ex. crédit de construction), la convention impose à l'emprunteur le devoir de conserver constamment la contre-valeur de ce qu'il a reçu, sous peine de commettre un abus de confiance (ATF 124 IV 9, JT 1999 IV 191). Celui qui agit en restitution d'un prêt doit apporter la preuve non seulement qu'il a remis les fonds, mais encore et au premier chef qu'un contrat de prêt de consommation a été conclu, ce qui suppose un accord sur une obligation de restitution à la charge de l'emprunteur : le fardeau de la preuve incombe au demandeur (art. 8 CC; ATF 83 II 209 c. 2, JT 1958 I 177; TF 4A_12/2013 du 27 juin 2013 c. 2.1). bb) En l'espèce, une obligation de restituer n'a pas été établie. Le fait que l'appelant se soit, à l'audience du 26 juin 2012, estimé moralement débiteur de l'intimée d'un montant de 75'000 fr. ne suffit pas à démontrer l'existence d'une volonté réelle et concordante des parties, au moment de la conclusion du contrat, de restitution des prestations en argent fournies par l'intimée à l'appelant. L'obligation morale de restitution invoquée par l'appelant peut d'ailleurs découler d'un sentiment de culpabilité résultant d'affaires infructueuses, mais pas forcément malhonnêtes. On ne saurait par ailleurs fonder cette obligation de restitution sur le seul intérêt de l'intimée de préserver au maximum son capital plutôt que de l'investir dans des activités risquées, comme l'ont fait les premiers juges. Il ressort de l'état de fait que l'argent a été remis à l'appelant dans le but d'œuvrer à l'avenir économique du couple et que l'intimée a

- 11 - clairement cautionné le fait que l'appelant s'occupe de la partie financière de ce projet commun. Les premiers juges ont retenu que l'intimée avait laissé à son époux le soin de gérer l'argent et d'effectuer les dépenses courantes car elle n'avait aucune connaissance des usages locaux et de la valeur de l'argent au Sénégal. On ne saurait dès lors dire, sur la base des éléments à disposition, que l'intimée avait confié l'argent à son mari dans le seul but de le placer sur un compte bancaire afin que le couple puisse, durant sa retraite, régulièrement se servir de liquidités pour subvenir à ses besoins courants, comme le soutient l'intimée. Si tel avait été le but des parties, on ne voit au demeurant pas pour quelle raison le deuxième versement effectué en février 2008 sur le compte bancaire de l'intimée en Afrique a dû être transféré sur le compte bancaire de l'appelant. Le jugement de première instance retient en outre, sans que cela ne soit contesté, que l'intimée ne voyait que rarement son époux, qui ne s'occupait pas d'elle, gardait secrète une partie de ses activités et lui promettait qu'il allait "monter des affaires" afin de leur procurer des revenus. Il apparaît ainsi que l'intimée n'était

pas sans savoir que son mari œuvrait de son côté. Or il n'est pas démontré qu'elle se soit opposée à cette manière de faire ou qu'elle ait fixé des limites à la gestion de son avoir par l'appelant, ce qui tend à démontrer qu'elle cautionnait un tel procédé. Il est donc faux de retenir, comme l'ont fait les premiers juges, que l'appelant a agi sans le consentement de son épouse. Il n'est pas non plus établi que les activités commerciales invoquées – soit le commerce de téléphones, l'entreprise de taxi ou l'élevage de moutons – étaient forcément liées à une activité strictement personnelle, exercée par l'appelant pour son compte et dans son propre intérêt. De tels projets pouvaient très bien être menés dans l'idée de faire fructifier les intérêts du couple. Il est au demeurant surprenant de constater que l'intimée a attendu le dépôt de sa requête unilatérale en divorce en août 2011 pour demander la restitution des montants confiés, alors que la vie commune avait cessé au mois de mai 2008.

- 12 - Quant à savoir si les affaires ont mal tourné ou si l'appelant a trompé la confiance de l'intimée, aucun élément probant ne vient étayer l'une ou l'autre hypothèse. En tous les cas, au vu de ce qui précède, on ne saurait prétendre qu'un accord était intervenu entre les parties sur une obligation de restituer à la charge de l'emprunteur, ni que l'appelant avait conscience que l'argent qui lui avait été remis devrait être restitué à son épouse. Partant, on ne peut retenir que les parties ont été liées par un contrat de prêt de consommation et il convient de rechercher quel est le rapport juridique concerné. c)aa) Durant le mariage, lorsqu'un époux confie expressément ou tacitement l'administration de ses biens à son conjoint, les règles du mandat sont applicables, sauf convention contraire (art. 195 al. 1 CC). Les parties peuvent ainsi écarter les règles du mandat en convenant que la gestion des biens sera aménagée dans le cadre d'un contrat de société – ce qui ne devrait pas être admis trop facilement –, les règles correspondantes du Code des obligations étant alors applicables (Deschenaux/Steinauer/Baddeley, *Les effets du mariage*, 2e éd., Zurich 2009, n. 876a p. 413). La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent d'unir leurs efforts ou leurs ressources en vue d'atteindre un but commun (art. 530 al. 1 CO). Elle est qualifiée de simple lorsqu'elle n'offre pas les caractères distinctifs d'une des autres sociétés du Code des obligations (art. 530 al. 2 CO). La loi ne posant aucune exigence de forme pour la conclusion d'un tel contrat (art. 11 al. 1 CO), il peut être passé par actes concluants (ATF 124 III 363 c. 2a, JT 1999 I 402; Chaix, *Commentaire romand*, 2e éd., Bâle 2012, n. 3 ad art. 530 CO; Recordon, *La société simple I, La notion de société et les caractéristiques de la société simple*, in FJS 676, pp. 9 et 30). Dans ce dernier cas, fréquent en matière de société simple, c'est le comportement des parties qui manifeste leur commune intention d'unir leurs efforts ou leurs ressources en vue d'atteindre un but commun (ATF 81 II 577 c. 2, JT 1956 I 455; Recordon, *ibid.*). La poursuite d'un tel but constitue un élément

- 13 - objectivement essentiel du contrat. Commun à tous les associés, il doit faire l'objet d'une volonté de chacun de coopérer à sa réalisation : c'est l'*animus societatis* (Chaix, *op. cit.*, nn. 6 s. ad art. 530 CO; Recordon, *op. cit.*, p. 20). Les membres de la société simple poursuivent un but commun, tandis que les parties à un contrat de service ont chacune un intérêt propre à l'exécution du contrat. Ce critère permet ainsi de distinguer la société simple du contrat de mandat: dans ce dernier cas, la faculté pour l'une des parties de donner des instructions à l'autre milite en faveur du mandat. Le partage des profits et des risques, s'il est accepté par toutes les parties prenantes, constitue un élément en faveur de la société simple (Chaix, *op. cit.*, n. 10 ad art. 530 CC). bb) Au moment de la remise des fonds, le but des parties était manifestement d'œuvrer à l'avenir économique de leur union. Ce but commun permet d'écarter les règles du mandat et de considérer que les parties ont ainsi réalisé les

conditions d'une société simple, à tout le moins jusqu'à la séparation. Au demeurant, il n'est pas établi que l'intimée ait disposé de pouvoirs d'instruction. L'appelant promettait qu'il allait "monter des affaires" afin de procurer des revenus, sans aucune précision, explications que l'intimée acceptait manifestement sans s'y opposer. Comme indiqué ci-dessus, il n'est pas non plus établi que l'intimée ait posé des limites à la gestion de ses avoirs et que ces limites aient été dépassées. On doit ainsi admettre que le risque a été accepté par les deux parties, ce qui plaide en faveur du contrat de société simple. Enfin, le fait que l'intimée n'a réclamé la restitution de ses avoirs qu'en août 2011, alors que le couple avait cessé la vie commune au mois de mai 2008, n'est pas non plus favorable à l'admission d'un contrat de mandat entre les parties. L'intimée serait dès lors fondée à récupérer la valeur de ses apports au moment de la liquidation de la société simple (art. 548 CO). Il n'est toutefois pas établi que des actifs subsistaient au moment de la

- 14 - dissolution de la société, que celle-ci soit intervenue à la séparation des parties ou plus tard, dans le cadre de la liquidation du régime matrimonial. Au contraire, les premiers juges ont retenu que l'appelant avait "dilapidé" toute la fortune de son épouse. cc) Pour le surplus, il n'apparaît pas que l'appelant a accompli des actes de gestion d'affaires sans mandat (art. 419 CO), ni qu'il a commis des actes illicites qui engageraient sa responsabilité (art. 41 ss CO). L'intimée a confié ses avoirs de prévoyance à l'appelant en pensant qu'il saurait les gérer. Si son intérêt était de préserver au maximum son capital et non de l'investir dans des activités risquées, il lui appartenait de fixer des limites précises à son époux et, en cas de doute, de prendre elle-même les mesures adéquates, ce qu'elle n'a pas fait. Comme déjà relevé, on ne voit pas quelle nécessité il y avait pour l'intimée à transférer le solde de son avoir de libre passage versé sur son compte bancaire au Sénégal sur le propre compte bancaire de son époux, lequel avait déjà la disposition de près de 50'000 fr., si ce n'est de permettre à l'appelant d'investir ou de débiter une forme d'entreprise quelconque, dans l'intérêt commun des époux. Enfin, l'art. 205 al. 1 CC, qui dispose que chaque époux reprend ceux de ses biens qui sont en possession de son conjoint, ne saurait trouver application en l'espèce. D'une part, il n'est pas établi – ni même allégué – que l'intimée soit restée propriétaire des valeurs transmises sur le compte de l'appelant ni que ces valeurs aient subsisté. D'autre part, cette disposition ne vise que les cas pour lesquels les conjoints n'ont pas conclu de contrat et qui ne sont pas non plus régis par un rapport juridique spécial (Deschenaux/Steinauer/Baddeley, op. cit., n. 1151 p. 541). Or, en l'espèce, les parties ont formé une société simple. Il résulte de ce qui précède que l'appelant ne peut être tenu à restitution d'aucun montant du fait de la mise à sa disposition de l'avoir de prévoyance professionnelle de l'intimée.

- 15 - 5. a) Il résulte de ce qui précède que l'appel doit être admis et le jugement réformé à son chiffre IV en ce sens qu'A.J. _____ n'est pas le débiteur de C. _____ de la somme de 85'772 fr. 10. C. _____ succombe en première instance sur la seule conclusion restée litigieuse entre les parties, soit sur la restitution de l'avoir de prévoyance confié à A.J. _____. Il y a dès lors lieu de réformer les chiffres VI, IX al. 2 et X du dispositif du jugement entrepris en ce sens que les frais judiciaires de la demanderesse, par 3'185 fr. 90, sont laissés à la charge de l'Etat (art. 122 al. 1 let. b CPC) (VI), C. _____ est, dans la mesure de l'art. 123 CPC, tenue au remboursement des frais judiciaires mis à la charge de l'Etat (IX) et elle doit payer à A.J. _____ la somme de 5'500 fr. à titre de dépens de première instance (X). b) Les frais judiciaires de deuxième instance sont arrêtés à 600 fr. (art. 106 al. 1 CPC ; art. 65 al. 2 TFJC [tarif des frais judiciaires civils du 28 septembre

2010, RSV 270.11.5]) pour l'intimée, mais seront laissés à la charge de l'Etat, celle-ci bénéficiant de l'assistance judiciaire (art. 122 al. 1 let. b CPC). Le conseil de l'appelant, Me Gaspard Couchepin, a droit à une rémunération équitable pour ses opérations et débours dans la procédure d'appel (art. 122 al. 1 let. a CPC). Celui-ci a produit, en date du 19 juin 2014, une liste des opérations selon laquelle 12 heures 55 ont été consacrées à la procédure d'appel, dont 8 heures 35 par une avocate- stagiaire. Ce décompte peut être admis de sorte que, calculée au tarif horaire de 180 fr. hors TVA pour le travail d'avocat et au tarif de 110 fr. de l'heure pour celui de l'avocate-stagiaire (art. 2 al. 1 let. a et b RAJ [Règlement sur l'assistance judiciaire en matière civile, RSV 211.02.3]), l'indemnité d'office due à Me Couchepin doit être arrêtée à 1'724 fr. 80 pour ses honoraires, plus 138 fr. de TVA au taux de 8%, soit une indemnité totale arrondie à 1'863 francs.

- 16 - L'indemnité d'office de Me Séverine Berger, conseil de l'intimée, sera pour sa part arrêtée à 760 fr. (art. 122 al. 1 let. a CPC ; art. 2 al. 1 RAJ [règlement sur l'assistance judiciaire en matière civile du 7 décembre 2010, RSV 211.02.3]), soit 690 fr. pour ses honoraires, plus 55 fr. 20 de TVA et 14 fr. 80, TVA comprise, pour ses débours. Il se justifie de retenir que 3 heures et 50 minutes de travail ont été consacrées à ce dossier, le temps indiqué par Me Berger dans sa liste d'opérations déposée le 18 juin 2014 apparaissant adéquat. Les bénéficiaires de l'assistance judiciaire sont, dans la mesure de l'art. 123 CPC, tenus au remboursement des frais judiciaires et de l'indemnité du conseil d'office mis à la charge de l'Etat. L'intimée versera en outre à l'appelant des dépens de deuxième instance arrêtés à 2'500 francs Par ces motifs, la Cour d'appel civile du Tribunal cantonal, statuant à huis clos, prononce : I. L'appel est admis. II. Le jugement est réformé comme il suit aux chiffres IV, VI, IX al. 2 et X : IV. dit qu'A.J._____ n'est pas le débiteur de la demanderesse C._____ de la somme de 85'772 fr. 10 (huitante cinq mille sept cent septante-deux francs et dix centimes), avec intérêts à 5% l'an dès le 8 octobre 2011. V. laisse les frais judiciaires, par 3'185 fr. 90 (trois mille cent huitante-cinq francs et nonante centimes) pour la demanderesse, à la charge de l'Etat.

- 17 - IX. dit que C._____ est, dans la mesure de l'art. 123 CPC, tenue au remboursement des frais judiciaires, mis à la charge de l'Etat. X. dit que la demanderesse C._____ doit payer au défendeur A.J._____ la somme de 5'500 francs (cinq mille cinq cents francs) à titre de dépens. Le jugement est confirmé pour le surplus. III. Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 600 fr. (six cents francs) pour l'intimée, sont laissés à la charge de l'Etat. IV. L'indemnité d'office de Me Gaspard Couchepin, conseil de l'appelant, est arrêtée à 1'863 fr. (mille huit cent soixante-trois francs), TVA et débours compris. V. L'indemnité d'office de Me Séverine Berger, conseil de l'intimée, est arrêtée à 760 fr. (sept cent soixante francs), TVA et débours compris. VI. Les bénéficiaires de l'assistance judiciaire sont tenus, dans la mesure de l'art. 123 CPC, au remboursement des frais judiciaires et de l'indemnité à leur conseil d'office mise à la charge de l'Etat. VII. L'intimée C._____ doit verser à l'appelant A.J._____ la somme de 2'500 fr. (deux mille cinq cents francs), à titre de dépens de deuxième instance. VIII. L'arrêt motivé est exécutoire.

- 18 - Le président : La greffière : Du 24 juin 2014 Le dispositif de l'arrêt qui précède est communiqué par écrit aux intéressés. La greffière : Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié en expédition complète, par l'envoi de photocopies, à : - Me Gaspard Couchepin (pour A.J._____), - Me Séverine Berger (pour C._____). La Cour d'appel civile considère que la valeur litigieuse est supérieure à 30'000 francs. Le

présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF).

- 19 - Cet arrêt est communiqué, par l'envoi de photocopies, à : - Tribunal civil de l'arrondissement de Lausanne. La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.